Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil
à l'appui
d'un projet de loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) (adaptation du critère de calcul de l'indice de charge fiscale suite au désenchevêtrement)

(Du 9 novembre 2005)

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

RESUME

La péréquation financière intercommunale instituée en 2001 comprend la péréquation des ressources, fondée sur l'indice des ressources fiscales (IRF), et la compensation de la surcharge structurelle, basée sur divers critères parmi lesquels l'indice de charge fiscale (ICF), qui est censé mesurer indirectement les charges communales au travers de l'effort fait sur le plan fiscal.

Cet indice se calcule en divisant le produit des impôts communaux par le montant de l'impôt direct perçu par l'Etat dans la commune. Il comprend le produit de l'impôt des personnes morales.

Le Conseil d'Etat avait déjà mis en évidence en 2004 la distorsion de la péréquation, due à l'inclusion de ce produit dans le calcul, induite en défaveur de toutes les communes n'ayant pas ou peu d'impôt de personnes morales. Il avait donc prévu de supprimer la prise en compte de cet impôt dans le projet de loi modifiant la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), mis en consultation auprès des communes. Sur le total de ces dernières, 68% avaient approuvé cette modification.

Par la suite, le Conseil d'Etat a renoncé à proposer une modification de la LPFI afin de ne pas mettre en danger le désenchevêtrement. Lors de ses travaux, la première commission "Péréquation financière" a tout d'abord repris cette proposition mais elle l'a finalement rangée parmi ses recommandations. Dans son avis sur le rapport intermédiaire de cette commission, le Conseil d'Etat a hésité à formuler un amendement au projet de loi de la commission, qui propose une péréquation verticale complémentaire, mais y a renoncé dans un premier temps.

Aujourd'hui, au vu des premières évaluations de la péréquation 2006, le Conseil d'Etat a constaté que la distorsion évoquée plus haut augmente énormément, en raison du transfert fiscal lié au désenchevêtrement, et devient quasiment insoutenable. Il a donc décidé de reprendre le projet accepté dans un premier temps par l'ancienne commission. Il a soumis cette modification à la nouvelle commission "Péréquation financière", qui l'a acceptée.

C'est cette proposition, qui supprime la prise en compte du produit de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'ICF, qui fait l'objet du présent rapport.

I. RAPPEL

Dans son rapport du 29 mars 2004 "Adaptation de la péréquation financière intercommunale", le Conseil d'Etat avait déjà mis en évidence les distorsions de la péréquation, existant en faveur des communes ayant un coefficient d'impôt inférieur à 100% et d'importantes personnes morales.

Ces distorsions étaient dues à la prise en compte du produit de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'indice de charge fiscale (ICF), plus connu sous l'ancienne expression d'effort fiscal. Cet indice compare le produit de l'impôt cantonal dans la commune avec le produit de l'impôt communal. Dans la péréquation, il est utilisé pour la compensation de la surcharge structurelle, et est censé mesurer "l'effort" fait par chaque commune sur le plan fiscal, ce qui donne une indication indirecte des charges de cette dernière. Plus l'ICF est élevé – il pèse pour environ 16% dans la péréquation – plus la commune est avantagée dans la péréquation.

Le rapport du Conseil d'Etat de mars 2004 montrait par exemple qu'une commune ayant un coefficient d'impôt de 63% bénéficiait, dans la péréquation, d'un ICF de 87,3% grâce au produit de ses personnes morales, taxées à 100% tant sur le plan cantonal que communal depuis 2001, date d'entrée en vigueur de la loi sur les contributions directes (LCdir), du 21 mars 2000.

Le Conseil d'Etat avait donc constaté qu'il y avait un effet contre-péréquatif en faveur de communes, fiscalement favorisées par la présence de personnes morales et qui, le plus souvent, pouvaient se permettre d'avoir un coefficient d'impôt des personnes physiques inférieur à la moyenne.

Il a alors proposé de modifier la loi, en utilisant simplement le coefficient d'impôt pour déterminer l'ICF. On prenait dès lors en compte un coefficient ne se rapportant qu'aux personnes physiques, plutôt que de comparer deux produits d'impôt incluant les personnes morales.

Lors de la consultation des communes qui s'est déroulée en avril 2004, cette proposition a été acceptée par 68% de la totalité des communes et par 76% de celles qui se sont exprimées.

Néanmoins, afin de ne pas risquer de mettre en péril le désenchevêtrement, le Conseil d'Etat a renoncé à présenter un projet de loi modifiant la loi sur la péréquation financière intercommunale.

Lors de ses discussions, la première commission "Péréquation financière" (CPF) a repris cette question. Dans un premier temps elle a accepté l'abandon de la prise en compte de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'ICF. Cette décision équivalait quasiment à la proposition du Conseil d'Etat de n'utiliser que le coefficient d'impôt pour ce calcul. Selon une simulation faite sur 2005, cet abandon aurait provoqué une très légère augmentation du volume global de la péréquation (94.000 francs) mais aurait en revanche eu des effets internes non négligeables: les communes avantagées par le système actuel auraient perdu cet avantage et cela se serait soldé par un transfert d'environ 1,2 million de francs en faveur des autres communes.

Mais dans ses ultimes débats, la commission a retiré cette proposition du projet de loi et s'est contentée de la faire figurer parmi ses recommandations.

Dans son avis du 14 septembre 2005 (05.033) sur le rapport intermédiaire de la CPF, du 19 mai 2005 (05.027), le Conseil d'Etat avait hésité à proposer directement un amendement au projet de loi adopté par la commission, qui aurait réintroduit cette proposition. Dans un premier temps, il y avait toutefois renoncé pour ne pas rouvrir un débat de fond, tout en laissant la question ouverte.

Entre-temps, des simulations de la péréquation 2006 ont été effectuées par les services de l'Etat. Celles-ci montrent non seulement que la décision du Conseil d'Etat, du 24 novembre 2004, d'augmenter les dotations était parfaitement justifiée, mais encore que le poids des personnes morales dans le calcul de l'ICF s'accroît très sensiblement dès 2006. La distorsion contre-péréquative en devient quasiment insoutenable. Cela n'est pas une surprise car l'effet du transfert fiscal lié au désenchevêtrement sur la péréquation (demi-effet en 2006 et effet plein en 2007) avait été annoncé.

Au vu des chiffres prévisibles, le Conseil d'Etat a décidé de revoir sa décision et de proposer dès 2006 l'abandon de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'ICF.

II. LA DISTORSION DE LA PÉRÉQUATION PAR L'IMPÔT DES PERSONNES MORALES S'ACCENTUE DÈS 2006

On trouvera en annexe un premier tableau (annexe 1), qui compare la péréquation 2005 définitive d'une part et la péréquation 2006 simulée d'autre part, avec ou sans les personnes morales (PM) dans le calcul de l'ICF.

A ce stade, Il faut noter que la simulation de la péréquation pour 2006, faite sur la base des chiffres 2004 mais qui inclut les coefficients d'impôt 2005, n'offre pas les même garanties que la péréquation basée sur les tableaux de bord de fin d'année, qui sera établie en janvier prochain. Elle ne doit donc pas être prise pour argent comptant mais constitue tout de même une base d'évaluation suffisamment fiable pour la démonstration en cause ici.

Si l'on compare la péréquation définitive 2005 (colonne 1) et la péréquation 2006 sans les PM (colonne 3), on constate que 31 communes – dont 20 bénéficiaires - ont une situation moins favorable avec la seconde (colonne 4).

Si l'on compare la péréquation 2006 avec PM (colonne 2) ou sans PM (colonne 3), on constate que 13 communes seulement ont une situation moins favorable avec la seconde (colonne 5). Cette dernière est donc plus favorable pour 49 communes et elle transfère en outre un volume un peu plus grand: 29,4 contre 29,1 millions de francs.

Il ressort clairement de ce tableau que le transfert fiscal lié au désenchevêtrement (+ 30 et – 30 points d'impôt) accentue fortement la distorsion déjà constatée antérieurement, existant dans le calcul de l'ICF par la prise en compte de l'impôt des PM. Cela s'explique facilement: l'écart entre les coefficients, fixés par les communes pour l'impôt des personnes physiques, et le coefficient d'impôt des PM (100%, le même pour l'Etat et les communes) s'est creusé. Le coefficient moyen d'impôt des personnes physiques était de 92,6% en 2004 (soit 7,4% en dessous du coefficient des PM) et il a passé à 64,1% en 2005 (soit 35,9% en dessous du coefficient des PM).

III. LES ÉCARTS DEVIENNENT TRÈS IMPORTANTS

Le second tableau (annexe 2) compare les ICF 2004 et 2005, avec ou sans PM. On peut relever que les ICF 2004 sans PM sont très proches des coefficients d'impôt. Cela n'est pas le cas pour les ICF 2005 sans PM car le coefficient de l'impôt cantonal a passé de 100 à 130, ce qui abaisse les ICF communaux (rapport entre deux produits: 90 sur 100 donne 90% alors que 60 sur 130 donne 46%).

Pour information, le tableau indique en colonnes 7 et 8, le produit de l'impôt des PM en 2004 et la population.

Il ressort de ce tableau que les quelques communes bénéficiaires de l'inclusion des PM dans le calcul de l'ICF – celles ayant un coefficient d'impôt sensiblement inférieur au coefficient de l'impôt des PM et ayant de gros produits fiscaux de ces dernières – sont encore nettement plus avantagées dès 2006 (prise en compte des indices 2005 et 2004) et le seront encore plus en 2007 (indices 2005 et 2006) si on ne fait rien.

Cet avantage passe par exemple de 2,6% à 13,3% pour Neuchâtel, de 11,1% à 18,9% pour Marin-Epagnier et de 2,9% à 9,5% pour Cornaux, etc.. De nouvelles communes avec PM, dont le coefficient est maintenant nettement inférieur à 100, sont avantagées par le calcul des indices 2005 (Fleurier + 5,9% et Le Locle + 7,3%). Ces avantages sont évidemment au détriment de toutes les communes sans PM.

Un exemple chiffré a été établi (annexe 3), qui montre bien les effets du transfert fiscal lié au désenchevêtrement sur le calcul de l'ICF.

On constate que dans dans la situation avant le désenchevêtrement, la commune A (commune avec PM) était avantagée de 15 points (85 – 70) dans la péréquation par rapport à la commune B (commune sans PM) et que cet avantage passe à 30 points (61 – 31) après le désenchevêtrement, tout cela avec des coefficients d'impôt des personnes physiques et des rentrées fiscales de ces dernières strictement identiques.

L'avantage a donc doublé, ce qui n'est plus justifiable par une éventuelle charge liée à l'implantation des PM: s'il est vrai que la présence d'entreprises peut entraîner pour la commune des frais directs (infrastructures) ou indirects (augmentation de la population scolaire, par exemple), il n'y a pas un lien direct entre cette présence et l'impôt payé par les PM (cas des sociétés de domicile: aucun frais et des recettes fiscales; cas des entreprises exonérées: des frais et pas de recettes fiscales). Au demeurant, on peut se demander si la péréquation est l'outil adéquat pour compenser ces frais.

En définitive, il faut rappeler que l'ICF est censé mesurer les charges de la commune, au travers de "l'effort fiscal" qu'elle demande à ses citoyens. Or le produit de l'impôt des PM, surtout après le désenchevêtrement, apporte plus d'erreur dans le calcul de cet "effort" que d'éléments pertinents.

IV. PROPOSITION DE MODIFICATION DE LA LPFI

Le volume de la péréquation 2006 sera, malgré l'adaptation des dotations par le Conseil d'Etat, inférieur d'environ 1,1 million de francs au volume de 2005. Ce sera le plus petit transfert jamais observé depuis 2001.

Depuis trois ans, les communes voient leurs résultats d'exercice empirer chaque année (déficits de 23,5 millions de francs en 2003, 46,1 millions de francs en 2004 et 47,7

millions de francs prévus pour 2005). L'exercice 2006 sera très difficile pour nombre de communes bénéficiaires de la péréquation, à forte fiscalité et petits revenus.

La quinzaine de communes ayant demandé à ce jour, par voie d'initiative, une modification de la péréquation souhaitent un système reposant sur des critères objectifs.

Au vu de ces éléments et des distorsions mises en évidence dans le présent rapport – qui iront en augmentant fortement en 2007 si on ne fait rien – il a paru au Conseil d'Etat que l'on ne pouvait retarder la suppression de la prise en compte de l'impôt des personnes morales dans le calcul de l'ICF.

Il en va de la crédibilité et de l'équité du système et il faut rappeler qu'une très large majorité de communes ont approuvé cette suppression lors de la consultation de 2004.

Concrètement, le Conseil d'Etat propose de réintégrer dans le projet de loi l'article 15 modifié de la LPFI, supprimé lors de la dernière séance de la CPF, dont la teneur est la suivante:

Article 15

L'indice de charge fiscale s'obtient, pour chaque commune, en divisant le produit des impôts communaux des personnes physiques perçus en application de la loi sur les contributions directes par le montant de l'impôt direct des personnes physiques perçu par l'Etat dans la commune.

Pour mémoire, la teneur actuelle est la suivante:

Article 15

L'indice de charge fiscale s'obtient, pour chaque commune, en divisant le produit des impôts communaux perçus en application de la loi sur les contributions directes par le montant de l'impôt direct perçu par l'Etat dans la commune.

V. CONSULTATION DE LA COMMISSION "PÉRÉQUATION FINANCIÈRE" ET DES COMMUNES

Le projet d'adaptation de la LPFI a été soumis à la nouvelle commission "Péréquation financière", qui l'a examiné dans sa séance du 25 octobre 2005. Elle l'a accepté par 10 voix contre 5.

Quant aux communes, elles se sont déjà prononcées sur un projet similaire en avril 2004 et l'ont accepté à une très large majorité, comme rappelé plus haut. Il n'était donc pas nécessaire de les consulter à nouveau.

VI. CONCLUSIONS

La distorsion de la péréquation en raison de l'inclusion des personnes morales dans le calcul de l'indice de charge fiscale s'aggravera considérablement en 2006 si on ne corrige pas le critère de calcul. Et l'effet sera encore plus fort en 2007 puisque seront prises comme bases de calcul pour la péréquation deux années – 2005 et 2006 –

influencées par la baisse des coefficients d'impôt communaux engendrée par le transfert fiscal (+30 –30) lié au désenchevêtrement.

Avec la dégradation des situations financières des communes et à l'heure où chacun souhaite une péréquation basée sur des critères objectifs, le Conseil d'Etat ne pouvait attendre l'issue des travaux de la nouvelle commission "Péréquation financière" pour agir. Cette dernière l'a bien compris, qui soutient largement le projet.

La modification proposée ne constitue ni une étape dans la révision globale de la péréquation ni une correction purement conjoncturelle de celle-ci. Cette adaptation technique s'inscrit dans les améliorations du système envisagées dès 2004 par le Conseil d'Etat et ne peut plus être différée, suite aux effets avérés du désenchevêtrement sur la péréquation.

Pour toutes les raisons évoquées ci-devant, nous vous invitons à prendre en considération le présent rapport et à adopter le projet de loi ci-après.

Veuillez agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Neuchâtel, le 9 novembre 2005

Au nom du Conseil d'Etat:

Le président,	*Le chancelier,*
B. SOGUEL	J.-M. REBER

Loi
portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du Conseil d'Etat, du 9 novembre 2005,

décrète:

Article premier La loi sur la péréquation financière intercommunale, du 2 février 2000, est modifiée comme suit:

Art. 15

Indice de charge fiscale

L'indice de charge fiscale s'obtient, pour chaque commune, en divisant le produit des impôts communaux des personnes physiques perçus en application de la loi sur les contributions directes par le montant de l'impôt direct des personnes physiques perçu par l'Etat dans la commune.

Art. 2 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2006.

Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le

Au nom du Grand Conseil:

Le président, *Les secrétaires,*

Annexe 1

COMPARAISON PEREQUATION 2005 DEFINITIVE, PEREQUATION 2006 SIMULEE ET PEREQUATION 2006 SIMULEE SANS PM

		Péréquation 2005 définitive		Péréquation 2006 simulée coeff. 2005		Péréquation 2006 simulée sans PM		Variation P2005 déf. P2006sPM	Variation P2006aPM P2006sPM
		contrib.	bénéf.	contrib.	bénéf.	contrib.	bénéf.		
		colonne 1		colonne 2		colonne3		col. 4	col. 5
1	Neuchâtel	5'076'559		3'948'269		***5'188'874***		***112'316***	***1'240'606***
2	Hauterive	1'052'835		***1'125'571***		976'787		-76'048	-148'784
3	Saint-Blaise	2'142'515		***2'460'976***		2'309'750		***167'235***	-151'226
4	Marin-Epagnier	4'576'452		3'718'849		***5'110'858***		***534'406***	***1'392'009***
5	Thielle-Wavre	262'156		***127'469***		118'112		-144'044	-9'357
6	Cornaux	464'749		***386'333***		558'610		***93'861***	***172'277***
7	Cressier	106			-425'748		***-415'503***	-415'609	***10'246***
8	Enges	43'163		***37'702***		37'329		-5'834	-373
9	Le Landeron	2'165'311		***2'179'827***		1'978'724		-186'587	-201'102
10	Lignières		-141'627		***-110'821***		-154'190	-12'563	-43'370
11	Boudry		-991'175		***-753'077***		-815'598	***175'577***	-62'521
12	Cortaillod	1'077'549		***1'334'159***		1'180'952		***103'404***	-153'207
13	Colombier	1'969'289		***2'635'393***		2'042'495		***73'207***	-592'898
14	Auvernier	2'783'995		***3'119'979***		2'988'377		***204'382***	-131'602
15	Peseux	916'736		***1'054'885***		889'141		-27'595	-165'744
16	Corcelles-Cormondrèche	1'943'796		***1'535'323***		1'417'461		-526'335	-117'862
17	Bôle	1'092'288		***961'145***		777'768		-314'520	-183'377
18	Rochefort	295'143		***392'042***		309'973		***14'830***	-82'069
19	Brot-Dessous		-18'964		***-14'998***		-18'120	***844***	-3'121
20	Bevaix	571'512		***725'829***		621'210		***49'698***	-104'620
21	Gorgier	613'403		***805'783***		728'360		***114'957***	-77'423
22	Saint-Aubin-Sauges		-321'450		***-254'267***		-256'965	***64'485***	-2'698
23	Fresens		-31'813		***-24'229***		-36'501	-4'688	-12'272
24	Montalchez		-115'220		***-100'784***		-101'021	14'198	-237
25	Vaumarcus	812'101		348'771		***396'655***		-415'446	***47'884***
26	Môtiers		-350'008		***-315'277***		-317'009	***32'999***	-1'732
27	Couvet		-1'483'596		***-1'413'226***		-1'414'045	***69'550***	-819
28	Travers		-865'345		-852'999		***-851'642***	***13'703***	***1'358***
29	Noiraigue		-365'587		-358'975		***-358'436***	***7'150***	***538***
30	Boveresse		-265'608		***-280'332***		-281'102	-15'494	-769
31	Fleurier		-1'160'147		-1'042'471		***-1'008'307***	***151'840***	***34'164***
32	Buttes		-396'972		***-399'924***		-400'677	-3'705	-753
33	La Côte-aux-Fées		-109'419		***-139'875***		-251'060	-141'640	-111'184
34	Saint-Sulpice		-469'233		-389'300		***-387'634***	***81'599***	***1'666***
35	Les Verrières		-477'406		***-484'239***		-485'731	-8'325	-1'492
36	Les Bayards		-273'579		***-267'919***		-268'483	***5'095***	-564
37	Cernier		-204'388		***-94'074***		-169'912	***34'475***	-75'838
38	Chézard-Saint-Martin		-380'203		***-339'592***		-342'742	***37'462***	-3'150
39	Dombresson		-70'363		***-56'885***		-88'013	-17'649	-31'128
40	Villiers		-40'072		***-34'440***		-49'339	-9'268	-14'900
41	Le Pâquier		-42'236		***-34'440***		-34'710	***7'526***	-270
42	Savagnier	82'817		***106'816***		38'714		-44'103	-68'102
43	Fenin-Vilars-Saules	315'326		***279'554***		218'848		-96'478	-60'706
44	Fontaines	211'587		***248'273***		186'517		-25'070	-61'756
45	Engollon	82'611		***93'196***		81'468		-1'144	-11'728
46	Fontainemelon	560'331		***527'035***		468'613		-91'718	-58'422
47	Les Hauts-Geneveys	1'277		***100'751***		50'709		***49'432***	-50'043
48	Boudevilliers	165'741		***143'621***		88'826		-76'915	-54'795
49	Valangin		-30'245	***9'047***			-9'789	***20'456***	-18'836
50	Coffrane		-58'616		***-54'347***		-59'184	-568	-4'837
51	Les Geneveys/Coffrane	121'987		***45'636***		30'094		-91'893	-15'542
52	Montmollin	348'747		***391'067***		313'030		-35'716	-78'037
53	Le Locle		-3'917'998		-3'863'473		***-3'721'150***	***196'848***	***142'323***
54	Les Brenets	534'546		304'659		***334'368***		-200'178	***29'708***
55	Le Cerneux-Péquignot		-170'133		***-174'789***		-175'338	-5'204	-548
56	La Brévine		-466'026		***-444'182***		-445'353	***20'673***	-1'171
57	La Chaux-du-Milieu		-179'004		***-194'142***		-195'281	-16'277	-1'140
58	Les Ponts-de-Martel		-617'543		***-609'774***		-612'294	***5'249***	-2'520
59	Brot-Plamboz		-131'664		-138'910		***-138'019***	-6'355	***891***
60	La Chaux-de-Fonds		-15'669'168		***-15'018'102***		-15'115'377	***553'791***	-97'275
61	Les Planchettes		-120'648		-119'914		***-119'050***	***1'597***	***863***
62	La Sagne		-349'168		***-342'433***		-345'047	***4'122***	-2'613
Ensemble des communes		30'284'624	-30'284'624	29'147'960	-29'147'960	29'442'623	-29'442'623	0	0

Colonnes no 2 et no 3: en gras italique, solution la plus défavorable
Colonnes no 3 et no 4: en gras italique, communes perdantes

Annexe 2

COMPARAISON DES INDICES DE CHARGE FISCALE (ICF) 2004 ET 2005 AVEC OU SANS PM

		ICF 2004 avec PM en %	ICF 2004 sans PM en %	différence	ICF 2005 avec PM en %	ICF 2005 sans PM en %	différence	Impôt PM 2004	Population 2004
		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col.7	Col. 8
1	Neuchâtel	93.50	90.88	***2.62***	59.83	46.56	***13.27***	40'410'221	31'872
2	Hauterive	89.62	89.35	0.26	50.42	49.41	1.02	230'471	2'539
3	Saint-Blaise	86.19	85.24	0.95	45.15	42.18	2.97	816'444	3'101
4	Marin-Epagnier	77.76	66.61	***11.15***	53.79	34.89	***18.90***	6'352'214	3'987
5	Thielle-Wavre	92.86	92.71	0.15	60.60	59.90	0.69	49'898	661
6	Cornaux	88.32	85.47	***2.85***	51.60	42.06	***9.54***	1'007'025	1'516
7	Cressier	94.95	94.64	0.31	59.26	57.25	2.01	298'106	1'897
8	Enges	97.91	97.87	0.05	58.49	57.60	0.89	26'296	291
9	Le Landeron	80.20	78.57	***1.62***	41.06	37.24	***3.82***	1'090'787	4'333
10	Lignières	93.38	93.32	0.06	48.13	47.78	0.35	21'072	937
11	Boudry	98.02	97.95	0.07	53.64	52.23	1.41	500'448	5'008
12	Cortaillod	88.47	87.80	0.68	48.51	46.08	2.44	814'741	4'401
13	Colombier	84.91	84.77	0.13	42.24	41.85	0.39	138'881	5'029
14	Auvernier	77.26	75.74	1.52	39.25	35.88	3.37	610'842	1'548
15	Peseux	93.25	92.91	0.34	50.91	48.87	2.03	839'968	5'609
16	Corcelles-Cormondrèche	89.49	89.09	0.40	56.46	55.06	1.39	583'872	4'091
17	Bôle	84.75	84.64	0.10	46.27	45.99	0.28	41'725	1'780
18	Rochefort	89.03	88.97	0.06	45.54	45.30	0.24	19'479	1'037
19	Brot-Dessous	93.29	93.17	0.11	49.49	48.76	0.73	4'495	95
20	Bevaix	91.06	90.59	0.47	49.13	46.95	2.18	615'547	3'732
21	Gorgier	90.32	90.00	0.32	47.15	45.67	1.48	232'879	1'779
22	Saint-Aubin-Sauges	97.62	97.57	0.05	53.32	52.46	0.86	158'064	2'422
23	Fresens	86.09	85.65	0.45	43.67	42.17	1.51	14'570	195
24	Montalchez	115.93	115.99	-0.06	58.83	58.70	0.13	1'748	195
25	Vaumarcus	71.55	62.42	***9.13***	40.08	25.22	***14.86***	301'219	229
26	Môtiers	104.32	104.40	-0.08	58.29	57.65	0.64	36'628	824
27	Couvet	102.81	102.94	-0.13	56.99	55.35	1.64	281'303	2'803
28	Travers	112.96	113.46	-0.50	63.45	62.34	1.11	87'077	1'215
29	Noiraigue	117.39	117.52	-0.14	66.30	66.08	0.22	7'429	488
30	Boveresse	108.16	108.28	-0.11	59.36	58.93	0.44	9'791	385
31	Fleurier	100.15	100.18	-0.03	58.94	53.06	***5.88***	1'480'334	3'660
32	Buttes	106.08	106.23	-0.15	59.83	58.97	0.86	33'249	634
33	La Côte-aux-Fées	85.29	87.35	-2.06	39.14	45.73	-6.59	-174'902	505
34	Saint-Sulpice	103.80	104.13	-0.33	59.63	56.93	2.70	99'077	609
35	Les Verrières	103.09	103.19	-0.09	57.70	56.70	1.00	42'172	731
36	Les Bayards	112.09	112.31	-0.22	60.88	60.36	0.52	11'445	357
37	Cernier	95.58	95.50	0.07	50.72	50.06	0.66	91'840	1'997
38	Chézard-Saint-Martin	103.74	103.78	-0.04	56.75	56.38	0.37	48'377	1'643
39	Dombresson	93.01	92.67	0.34	49.69	47.59	2.10	218'675	1'608
40	Villiers	96.75	96.77	-0.02	50.10	50.33	-0.22	-6'216	399
41	Le Pâquier	95.59	95.44	0.15	52.17	50.63	1.54	21'748	217
42	Savagnier	87.04	86.92	0.13	49.77	49.36	0.41	28'059	1'004
43	Fenin-Vilars-Saules	88.94	88.82	0.11	46.53	46.08	0.45	26'686	768
44	Fontaines	84.99	84.43	0.57	46.62	44.95	1.67	110'567	994
45	Engollon	77.38	77.30	0.08	41.74	41.57	0.17	1'366	86
46	Fontainemelon	83.39	82.22	1.17	47.30	44.28	3.02	349'490	1'652
47	Les Hauts-Geneveys	91.89	91.77	0.12	47.20	46.58	0.61	36'118	840
48	Boudevilliers	89.66	89.57	0.09	46.42	46.02	0.40	18'370	702
49	Valangin	95.07	94.97	0.10	50.54	49.67	0.86	23'787	407
50	Coffrane	97.14	97.01	0.13	52.95	51.13	1.82	80'734	618
51	Les Geneveys/Coffrane	90.59	89.88	0.71	48.62	45.46	3.16	288'927	1'443
52	Montmollin	75.04	74.91	0.14	40.97	40.70	0.27	10'798	545
53	Le Locle	103.69	104.54	-0.85	60.25	52.95	***7.30***	5'459'455	10'351
54	Les Brenets	80.17	77.24	***2.93***	50.29	45.31	***4.98***	448'744	1'153
55	Le Cerneux-Péquignot	106.33	106.49	-0.16	57.36	56.49	0.87	18'537	338
56	La Brévine	108.32	108.48	-0.16	60.18	59.56	0.62	27'587	703
57	La Chaux-du-Milieu	107.31	107.37	-0.07	56.67	56.36	0.31	8'920	433
58	Les Ponts-de-Martel	101.85	101.90	-0.04	56.06	55.20	0.86	67'434	1'266
59	Brot-Plamboz	106.64	107.22	-0.57	60.31	57.42	2.89	45'912	251
60	La Chaux-de-Fonds	105.00	105.44	-0.44	55.73	52.58	3.16	8'419'311	37'287
61	Les Planchettes	108.72	109.51	-0.79	62.81	60.06	2.75	41'448	227
62	La Sagne	100.02	100.02	-0.00	53.54	53.01	0.53	33'661	964
	Moyenne Canton	94.55	93.73	0.82	54.14	48.55	***5.60***	73'014'948.57	168'391.00

En gras italique: communes favorisées par la prise en compte des PM dans le calcul de l'ICF

Annexe 3

PÉRÉQUATION FINANCIÈRE INTERCOMMUNALE: EFFETS DE L'INCLUSION DE L'IMPÔT DES PERSONNES MORALES DANS LE CALCUL DE L'INDICE DE CHARGE FISCALE (ICF)

Exemple chiffré pour deux communes avec ou sans personnes morales, avant et après le désenchevêtrement

Données de base

Les communes A et B ont un coefficient d'impôt de 70.

On part de l'hypothèse que chacune des deux communes ont la même assiette fiscale des personnes physiques (PP) et encaissent 70 francs d'impôt de leurs contribuables PP.

On suppose également que la commune A encaisse un impôt des personnes morales (PM) de 100 francs et que la commune B n'a pas de recettes fiscales des PM.

Ce qui donne le calcul de l'ICF suivant:

Situation avant le désenchevêtrement

	Commune A	*Commune B*
Impôt des personnes physiques	70	70
Impôt des personnes morales	100	-
Total	170	70
Impôt d'Etat dans la commune PP	100	100
Impôt d'Etat dans la commune PM	100	-
Total	200	100
ICF (rapport entre impôt communal et impôt cantonal)	85%	70%

L'ICF dans la commune A se situe à 15 points au-dessus de son coefficient d'impôt des PP alors que pour la commune B, il est égal au coefficient. La commune A est donc avantagée de 15 points dans la péréquation par rapport à la commune B.

Situation après le désenchevêtrement

	Commune A	*Commune B*
Impôt des personnes physiques (- 30)	40	40
Impôt des personnes morales	100	-
Total	140	40
Impôt d'Etat dans la commune PP (+ 30)	130	130
Impôt d'Etat dans la commune PM	100	-
Total	230	130
ICF	61%	31%

L'ICF de la commune A se situe à 21 points au-dessus de son coefficient alors que l'ICF de la commune B se situe 9 points en dessous de son coefficient. La commune A est donc avantagée de 30 points dans la péréquation par rapport à la commune B.